



N° 3021

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DOUZIÈME LÉGISLATURE

---

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 12 avril 2006.

## RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA MISSION D'INFORMATION <sup>(1)</sup>

SUR L'EFFET DE SERRE

Président

M. Jean-Yves Le DÉAUT,

Rapporteure

Mme Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET,

Députés.

---

TOME I

RAPPORT

---

<sup>(1)</sup> La composition de cette mission d'information figure au verso de la présente page.

*La mission d'information sur l'effet de serre est composée de :*

M. Jean-Yves Le Déaut, Président, MM. Jean Lassalle, Serge Poignant, Vice-Présidents, MM. Philippe Tourtelier, André Chassaigne, Secrétaires, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, Rapporteuse, M. Jacques Bascou, Mme Martine Billard, MM. Serge Blisko, Christophe Caresche, Richard Cazenave, Mme Geneviève Colot, MM. Christian Decocq, Francis Delattre, Michel Destot, Eric Diard, François Dosé, Alain Gest, François Grosdidier, Francis Hillmeyer, Jacques Kossowski, Robert Lecou, Jean-Louis Léonard, Mme Martine Lignières-Cassou, MM. Lionnel Luca, Denis Merville, Jean-Pierre Nicolas, Vincent Rolland, Philippe Rouault, Jean-Claude Sandrier, Mme Michèle Tabarot.

## SOMMAIRE

---

	Pages
<b>AVANT PROPOS DU PRESIDENT .....</b>	11
<b>INTRODUCTION .....</b>	19
<b>PREMIERE PARTIE : UN DIAGNOSTIC IMPLACABLE .....</b>	23
<b>I – LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE : LE FEU EST DANS LA MAISON .....</b>	23
A – QU’EST-CE QUE L’EFFET DE SERRE ? .....	23
B – QU’EST-CE QUE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ? .....	24
C - L’ACTIVITE HUMAINE EST L’ORIGINE ESSENTIELLE DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE .....	25
D – OU ALLONS-NOUS ? LES PREVISIONS GLOBALES.....	33
E – ON MESURE DEJA LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ILS VONT S’ACCENTUER .....	38
<b>II – DE L’INERTIE A L’EMBALLEMENT : LES SCENARII NE PREVOIENT PAS TOUT .....</b>	55
A – LES SCENARII SONT LINEAIRES ET NE DONNENT QUE DES MOYENNES .....	55
B – LES RISQUES DE L’EMBALLEMENT .....	58
<b>DEUXIEME PARTIE : DES REMEDES EMBRYONNAIRES .....</b>	73
<b>I – AU NIVEAU MONDIAL .....</b>	74
A – AVANT KYOTO : LES BALBUTIEMENTS DE LA VOLONTE, SUR LE CHEMIN DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	74
B – KYOTO : LE PREMIER DES PAS QUI COUTENT .....	75

<b>II – AU NIVEAU EUROPEEN</b> .....	79
A – LA MISE EN OEUVRE DYNAMIQUE DE KYOTO : LA DIRECTIVE « QUOTAS » .....	79
B – LE PROGRAMME EUROPEEN SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (PECC) .....	81
<b>III – AU NIVEAU NATIONAL</b> .....	84
A – DU PNAQ 1 AU PNAQ 2.....	85
1 – La nécessaire révision de la directive quotas .....	86
2 – L'intérêt spécifique de la valorisation des projets agricoles dans le cadre du marché des droits d'émission .....	87
B – LES MESURES DU PLAN CLIMAT.....	89
C – LA LOI DE PROGRAMME SUR L'ENERGIE .....	91
<b>TROISIEME PARTIE : LA CROISEE DES CHEMINS</b> .....	97
<b>I – LE CONTEXTE : FAUSSE SOLUTIONS ET OPPORTUNITE ECONOMIQUE</b> .....	98
A – L'EMERGENCE D'UNE NOUVELLE ECONOMIE .....	100
B – LE DECLIN DU PETROLE .....	103
<b>II – PRENDRE DES A PRESENT LE CHEMIN DU « FACTEUR QUATRE »</b> .....	105
A – DES OBJECTIFS CHIFFRES, DANS LE CADRE D'UNE INTEGRATION EUROPEENNE RENFORCEE .....	105
B – LA FORMATION, L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION DU PUBLIC .....	107
C – L'IMPLICATION SENSIBLEMENT ACCRUE DES COLLECTIVITES PUBLIQUES.....	110
D – POUR UNE AUTHENTIQUE FISCALITE ENVIRONNEMENTALE.....	114
1 – Les caractéristiques du système français. ....	114
2 – L'approche européenne et celle d'autres pays de l'Union.....	117
3 – Les priorités d'une réforme d'ensemble .....	121

E – DEUX PRIORITES SECTORIELLES MAJEURES : LES TRANSPORTS ET L’HABITAT.....	125
1 – Vers des transports propres et économiques.....	127
a. <i>Des véhicules compatibles avec le facteur quatre</i> .....	127
b. <i>Des mesures structurelles</i> .....	128
– Le développement des modes de transports non polluants.....	128
– L’instauration de filières courtes .....	130
– Le renforcement du rôle des collectivités territoriales en matière de transport .....	132
2 – Pour une révolution dans l’habitat.....	134
a. <i>Un plan à long terme de rénovation énergétique des bâtiments existants</i> .....	136
b. <i>Le renforcement de la réglementation énergétique pour les bâtiments           nouveaux</i> .....	137
c. <i>L’exigence d’exemplarité des collectivités publiques</i> .....	137
d. <i>Le développement des mesures incitant aux économies d’énergie et à           l’usage des énergies renouvelables dans l’habitat</i> .....	138
e. <i>Des appareils ménagers plus économes</i> .....	139
F – RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT : LES PRIORITES .....	139
1 – Des énergies « propres » .....	140
2 – La capture et la séquestration du CO <sub>2</sub> .....	141
3 – La réduction des émissions agricoles.....	142
4 – Des moyens renforcés, sur le plan national et au niveau européen .....	144
<b>III – UNE DEMARCHE GLOBALE D’ADAPTATION</b> .....	148
A – OU EN SOMMES-NOUS EN MATIERE D’ADAPTATION ?.....	148
1 – La vulnérabilité des territoires et l’urgence de l’action .....	148
2 – L’inégalité des populations devant le risque .....	149
3 – Des décisions d’équipement qui conditionnent l’avenir .....	151
4 – Adaptation et atténuation, deux faces d’une même politique globale .....	153
5 – Une priorité européenne .....	153
6 – Des initiatives françaises encore faibles et dispersées .....	154
7 – Des décisions lourdes en matière d’aménagement au plan local .....	156
8 – Quand les catastrophes poussent à l’action, l’exemple de la canicule .....	158
9 – Deux exemples étrangers : Canada et Sénégal.....	160

10 – Au niveau international, les acquis du sommet de Montréal.....	165
B – DES PRIORITES URGENTES POUR L’ACTION, AU SERVICE D’UNE STRATEGIE D’ENSEMBLE.....	167
<b>IV – LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE DU CLIMAT : LA NECESSAIRE PARTICIPATION DE TOUS .....</b>	<b>172</b>
A – LE CONTEXTE ACTUEL DE LA NEGOCIATION .....	172
B – LES PRIORITES A PRENDRE EN COMPTE .....	177
C – UNE INITIATIVE AU NIVEAU EUROPEEN POUR RENDRE UNE FISCALITE CARBONE COMPATIBLE AVEC LES REGLES DE L’OMC .....	180
<b>AXES PRIORITAIRES ET PRINCIPALES PROPOSITIONS .....</b>	<b>183</b>
OBJECTIFS DE REDUCTION .....	183
IMPLICATION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES .....	183
FORMATION, INFORMATION ET SENSIBILISATION .....	185
FISCALITE ET FINANCES PUBLIQUES .....	186
HABITAT ET TERTIAIRE .....	187
TRANSPORTS .....	188
RECHERCHE .....	189
INDUSTRIE, ENERGIE, ENTREPRISES, PRODUITS .....	190
MECANISMES DE PROJET .....	191
AGRICULTURE, FORET.....	191
ADAPTATION .....	192
L’ACTION INTERNATIONALE .....	193

<b>ANNEXES</b> .....	195
ANNEXE 1 : LES MESURES ET LES IMPACTS DU PLAN CLIMAT 2004.....	195
ANNEXE 2 : COMITE DE SUIVI.....	199
ANNEXE 3 : LISTE ET PROGRAMMES DES DEPLACEMENTS DE LA MISSION.....	201
<b>CONTRIBUTIONS</b> .....	213
CONTRIBUTION DU GROUPE SOCIALISTE.....	215
CONTRIBUTION DU GROUPE COMMUNISTE ET REPUBLICAIN.....	217
CONTRIBUTION DE M. MICHEL DESTOT, MEMBRE DE LA MISSION.....	221
CONTRIBUTION DE MME MARTINE BILLARD, MEMBRE DE LA MISSION.....	223